Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des

informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 62 (1974)

Heft: 6

Artikel: Alliance de sociétés féminines suisses : assemblée générale

Autor: A.-M.S.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-273763

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Alliance de sociétés féminines suisses ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

C'est à Bienne, sous une pluie battante, que les déléguées de l'Alliance de sociétés féminines suisses se sont réunies pour leur assemblée générale annuelle, les 10 et 11 mai. La journée de vendredi fut placée sous le thème de « L'agriculture et le consommateur », tandis que le samedi dérouler l'assemblée proprement dite. Une assemblée particulièrement importante puisque les déléguées élirent

« L'activité fournie l'an dernier suffit à elle seule à dissiper les doutes qui avaient été exprimés après le 7 février 1971 quant à la raison d'être des organisations féminines : nous nous sommes occupées d'une quantité de problèmes dans lesquels la situation sociale de la femme doit encore être améliorée et où les intérêts des hommes et des femmes divergent. » vergent. »

Dans son rapport sur l'année écoulée, Madame Regula Pestalozzi, présilée, Madame Regula Pestalozzi, présidente soriante, présente en ces termes les tâches et objectifs de l'organisation faitière. Le rapport annuel en est lui-même une preuve ; les rapports des différentes commissions montrent clairement que l'Alliance a fait souvent prévaloir son influence sur le plan fédéral. Les commissions cont très actiuse alles eulyant l'àvesont très actives, elles suivent l'évo-lution de la situation de la femme sur lution de la situation de la remme sur le plan international également (études de l'ONU, de l'UNESCO, etc.) adaptent à la situation suisse les résultats de ces études et élaborent les prises de positions de l'Alliance lorsque les autorités fédérales entament des procédures de consultation. L'on des procédures de consultation, L'an dernier, les procédures de consultadernier, les procedures de consulta-tion concernalent entre autres la ré-vision de la loi sur les droits civi-ques, la politique de la jeunesse, le problème délicat de l'interruption non punissable de la grossesse, les servi-ces pour femmes et jeunes filles. Les Autoritée, s'adressent toujours plus Autorités s'adressent toujours plus souvent à l'Alliance lui demandant

souvent à l'Alliance lui demandant aussi de proposer des représentantes pour des commissions fédérales.

Autre fait marquant de l'année 73-74 : la publication du rapport sur la situation de la femme en Suisse, une enquête qui a été effectuée à la demande de la Commission suisse de l'UNESCO en 1970. «Le rapport publics, projets Mine Destalorzi pre blie », précise Mme Pestalozzi, « ce que nous savions déjà, à savoir qu'on a chez nous une conception très servatrice de la situation de la fem-

Elle poursuit :

Cette année, nous avons déjà eu Cette annee, nois avons deja eu l'occasion de nous atteler à de nou-velles tâches: une «Info-Böse der Berufsberatung » (Bourse d'informa-tion de l'orientation professionnelle) a été créée sur la place de Zurich: les différents offices d'orientation profes-sionnelle out compense à coordenage. sionnelle ont commencé à coordonner leur travail et à échanger des idées pour leur documentation. Il s'est pour leur documentation. Il s'est avéré que, de tous les organismes participant à ce travail, c'est l'Al-liance qui possède la documentation la plus abondante. Notre département professionnel est maintenant dirigé

leur nouvelle présidente en la personne de Mme Jacque-line Berenstein-Wavre, que nous félicitons ici. Elle rem-place Mme Regula Pestalozzi-Henggeler. Piscine, cafetaria, une grande salle, rien ne manquait dans le tout moderne Palais des Congrès de Bienne pour accueillir les quelque 350 déléguées. Elles entendirent tout d'abord. Mus Pestalozzi d'abord Mme Pestalozzi.

par Mademoiselle Härdi ; elle a toutes les qualifications et toute l'ex-périence requises pour ce genre de travail. En ce moment, l'Alliance tra-

travail. En ce moment, l'Alliance tra-vaille à un ouvrage sur les profes-sions ménagères, en collaboration avec l'Association suisse pour l'orien-tation scolaire et professionnelle. En ce qui concerne les procédures de consultation, nous avons déjà re-cu neuf demandes de préavis cette année et avons répondu à une partie d'antre elles. d'entre elles.

Nouveaux membres

Auparavant, les déléguées approuverent l'admission de cinq nouveaux membres : l'Association du service complémentaire féminin, l'Association des inspectrices en économie familiale de Suisse (catégorie A); l'Union des femmes de Vevey et environs, la Section neuchâteloise de l'ASID et la « Basler Interessengemeinschaft für das Laborfachpersonal » (catégorie B).

Nouvelle présidente

Nouvelle présidente
On passa ensuite à l'élection de la
nouvelle présidente. Mme Regula
Pestalozzi-Henggeler, docteur en
droit, présidente sortante, expliqua
que, malgré tout l'intérêt porté à sa que, malgre tout l'interet porte a sa tâche, elle ne pouvait plus consacrer au moins deux jours par semaine à l'Alliance, depuis son élection à l'exé-cutif de la ville de Zurich. Sur proposition du comité, l'assem-

blée élut à la quasi-unanimité Mme blee efut a la quast-unanime amme Jacqueline Berenstein-Wavre, licen-ciée en sciences sociales, qu'il n'est peut-être pas besoin de présenter ici! Souvenez-vous tout de même qu'elle s'occupa, tout au long de sa vie pro-fessionnelle, des questions de formation et d'orientation professionnelles tion et d'orientation professionneues, qu'elle fut conseillère municipale de la ville de Genève avant d'être élue députée du cartion, en 1973, sur les listes du Parti socialiste, qu'elle est l'auteur du livre « Ménagère aujour-d'hui », que vous avez toutes lu — l'icomère, et entire qu'elle précide. j'espère — et enfin qu'elle préside bien sûr le comité du journal « Fem-

mes suisses ». Après avoir remercié Mme Pestalozzi pour l'éclat tout particulier qu'elle donna à l'Alliance, Mme Be-renstein exposa les objectifs qu'elle propose aux membres pour les quatre années à venir.

- Travailler à l'amélioration de la — Travailler à l'amélioration de la situation de la femme dans la vie publique et privée, professionnelle et économique. C'est un but de l'Alliance qui, on le voit par le rapport de la commission suisse pour l'UNESCO n'est pas atteint.

— Faire que l'année 1975 — année mondiale de la femme — soit l'occa-sion d'une prise de conscience pour la femme suisse des discriminations dont elle est encore l'objet.

Prendre position sur le service — Prendre position sur le service
national des jeunes filles ou des femmes, les révisions du Code civil, la
revalorisation du travail ménager et
le recyclage des femmes.

— Mettre l'accent sur le travail
professionnel de la femme.

Avec toute l'ardeur et tout le courage qui la ceractérisent Mme Jac-

rage qui la caractérisent, Mme Jacqueline Berenstein sera — nous le lui ouhaitons — à même d'atteindre objectifs.

Une petite rectification pour finir : ce n'est pas après 13 ans — les sta-tuts le lui interdiraient — mais après 3 ans que Mme Regula Pesta-lozzi quitte la présidence de l'Allian-ce. Une erreur typographique nous a fait écrire le contraire.

En marge de l'assemblée des délégués, l'après-midi du 10 mai, à Bien-

L'Agriculture et le consommateur

gues, l'apres-midi du 10 mai, a Bien-ne, fut consacré à trois exposés et à une table ronde concernant les pro-blèmes de l'agriculture suisse. Mme Regula Pestalozzi présida la réunion. Quelque deux cents partici-pantes s'y étaient donné rendez-vous. Elle souhaita la bienvenue à tous représentants des Autorités, associa-tions amies, conférenciers, Elle retions amies, conférenciers. Elle re-mercia particulièrement Mme Claire-Lise Renggli et l'Association des so-ciétés féminines de Bienne, organisa-trices de l'assemblée. Mme Pestalozzi fit ensuite une in-

troduction aux exposés. Elle rappela que la majorité d'entre nous sont des consommatrices. Si nous n'acceptons pas de gaieté de cœur les augmenta-tions de prix imposées aux consom-mateurs par le Conseil fédéral, nous



La nouvelle présidente Jacqueline Berenstein-Wanre

ne devons pas non plus rester indiffé-rentes aux problèmes que posent l'a-limentation, l'exploitation de notre sol, l'importation, etc. Afin d'illustrer quelques aspects de ces problèmes, l'Alliance offrait une tribune d'ex-pression à trois personnalités spécia-lisées dans ces questions.

Les problèmes de l'agriculture suisse

Monsieur Joachim Weber, Conseil-ler national, président de l'Union suisse des paysans, fut le premier orateur à s'exprimer. L'agriculture constitue une partie de notre écono-mie. Les problèmes agricoles ne peu-vent donc être résolus que dans le cadre de l'économie générale. Ils sont fealement étroitement liés à la vie également étroitement liés à la vie politique, sociale, culturelle et à la vie économique dans son ensemble, et ce serait une grave erreur de considérer et de les étudier is

Les discussions sur la politique agraire ont tendance à se cristalliser sur les points de friction qui existent entre la ville et la campagne. Et pourentre la Ville et la campagne. El pour-tant, les motifs de rapprochement en-tre la ville et la campagne ne man-quent pas. M. Weber rappela les prin-cipales tâches qui incombent à l'a-griculture suisse dans notre société et notre économie modernes. A côté de comprise propriète qui est de de sa mission première qui est de produire des denrées alimentaires produire des denrées alimentaires pour le ravitaillement de la population, l'agriculture est merveilleusement placée pour s'acquitter de tâches d'ordre social et relevant de l'économie générale. Celles-ci sont: 1. prévoyance en cas de crise ou de guerre; 2. protection et sauvegarde des sites; 3. assurer un aménagement du territoire et un peuplement de celui-ci qui corresponde aux besoins de notre temps.

'Un des buts de la politique agraire doit être de veiller à ce que les exploitations familiales viables restent aussi nombreuses que possible.

aussi nombreuses que possible. M. J. Weber insista sur la situation

M. J. Weber insista sur la situation particulière des régions de montagne. Il faut tout mettre en œuvre pour maintenir l'agriculture de montagne afin d'éviter le dépeuplement et l'a-bandon de régions entières.

L'agriculture et le consommateur

M. R. de Pourtalès, secrétaire du Comité national suisse de la FAO, traita de l'évolution qui s'est faite pendant les trois dernières décennies. Les relations entre agriculteur et con-Les rejaions entre agriculteur et con-sommateur se sont modifiées beau-coup plus rapidement qu'auparavant. Cette évolution est due en particu-lier à la diminution de la population paysanne, l'industrialisation et l'urba-nisation de notre pays, et, facteur peut-être le plus important, la rapide croissance du commerce agricole incroissance du commerce agricole in-ternational causée par l'accumulation d'excédents dans les pays à grande

d'excédents dans les pays à grande capacité de production.

Cependant, depuis quelque temps, les problèmes se présentent sous un jour nouveau, Aux excédents a succédé une situation d'approvisionnement limité et même de pénurie, qui a provoqué des augmentations de prix des produits agricoles sur le marché produis. L'aprete essentiellement L'aspect essentiellement

nouveau est que la plupart des an-ciennes colonies ont accédé en ma-jorité à l'indépendance et que leurs difficultés nous sont mieux connue (explosions des populations, catastronaturelles, structure agricole

pnes natureires, structure agricole mal adaptée...).
Si du point de vue économique théorique le problème ne se présente pas de manière grave, l'offre permettant de couvrir tout juste la demande, il est beaucoup plus grave sur le plan humain, car la demande théoreties de la courte de la cour rique tient seulement compte de la rique tient seutement compte de la de-demande solvable et non de la de-mande physiologique. L'amélioration du niveau alimentaire des popula-tions défavorisées demande une mo-bilisation complète des ressources en terres.

terres.

Sans vouloir être trop pessimiste, il faut se rendre à l'évidence que les ressources matérielles ne sont pas illimitées, et qu'une mellleure répartition sur le plan mondial exigera une utilisation plus rationnelle (moins de gaspillage) de ces ressources, et que chaque pays porte la responsabilité d'un approvisionnement adéquat de sa population.

Le consommateur et l'agriculture

M. Alois Altenweger, lic. ès sc. pol., secrétaire général de la Fédération suisse des consommateurs, proposa une solution assez nouvelle si l'on tient compte des us et coutumes helter de la pressant de la pressant de la pressant le la pressant le

le tableau de la paysannerie suisse qui doit périodiquement convaincre la Confédération et le grand public de la nécessité d'adapter le revenu des paysans à l'augmentation du coût de la vie. On connaît le processus des éternelles revendications. Pourquoi les paysans doivent-ils procéder de cette manière peu agréable, se demande le conférencier?

Il analysa les différents facteurs qui perturbent les prix des produits agricoles, le revenu du paysan, les possibilités d'écoulement de la production. périodiquement convaincre

duction.

Il dit ensuite : « Comme les con-Il dit ensuite : « Comme les con-sommateurs ne contestent pas les prétentions de la population paysanne en matière de revenu, on ne voit pas ce qui empécherait d'opérer une sé-paration rigoureuse de la politique des prix dans le secteur agricole. Les manipulations de prix, les contin-gents d'importation, les Jiquidațions de la continui de subsider de la Confégents d'importation, les "juquagions à bas prix, les subsides de la Confé-dération accordés selon le principe de « l'arrosoir », tout cela devrait appar-tenir au passé, et le revenu de l'agri-culteur ne devrait plus provenir uni-latéralement de la vente de ses pro-duits. La Confédération devrait ver-con directropat aux agriculteurs des ser directement aux agriculteurs des subsides de base, qui constitueraient un revenu de base.

nr revenu de base.

De son côté, la Confédération pourrait enfin — sans jongler continuellement avec des problèmes d'écoulement et de prix — s'attaquer aux problèmes de structures de l'agriculture, adopter des plans et des lignes de conduite pour la production, et sta-biliser les prix des produits agricoles.

A.-M. S.

Association suisse pour les droits de la femme

L'assemblée générale de cette Association a eu lieu à Bâle, les 4 et 5 mai. Trois faits dominent cette réunion de déléguées ; — la réélection de Mme Gertrude Girard-Montet à la présidence ; — la conférence sur la revision du droit de famille ; — le vote d'une résolution concernant l'égalité des salaires.

Brillante réélection de Mme Girard.

L'assemblée statutaire s'est déroulée conformément à l'ordre du jour. Une hausse de la cotisation centrale est annoncée pour la prochaine assemblée générale. (Le travail du comité cen-tral s'est tellement accru ces derniers tral s'est tellement accru ces derniers temps qu'il à fallu organiser un secré-tariat à temps partiel.) Les membres du comité central ont été réélus, cha-cun à une très forte majorité, puis Mme Gertrude Girard-Montet a été reconduite dans ses fonctions de pré-sidente, à la quasi unanimité des voix. Une agréable fondue chinoise réu-

Une agréable fondue chinoise réu-nissait les déléguées, le samedi soir. Au dessert: deux discours, l'un inter-Au dessert: deux discours, l'un inter-minablement long et plus que tradi-tionnaliste! Un homme politique bâ-lois crut bon de développer ses con-ceptions du rôle de la femme (très KKK) — certaines déléguées quitté-ent la salle! — « Vous voyez tout ce qu'il nous reste à faire » dit Mme Gi-rard dans trois phrases très spirituel-les introduisant le second discours: « N'emportez pas de Bâle ce souvenir « conservateur » c'était le Bâle d'il u « conservateur » c'était le Bâle d'il u conservateur » c'était le Bâle d'il u «conservateur» c'etait le Bale d'il y a vingt ans; aujourd'hui, nous devons travailler tous et toutes à instaurer la » vraie » démocratie. » Ces mots éner-giques — trois phrases aussi! — étaient ceux du Conseiller national Algöwer. Une clique aux tambours énergiques, aux fifres stridents mais mélodieux, aux masques grimaçants et merveilleusement colorés acheva de détendre l'atmosphère.

La revision du droit de famille.

Le professeur Jacques-Michel Gros-sen, Dr en droit, avocat, était l'invité du jour : Président de la Commission d'experts chargée d'étudier la réforme du Code Civil, il présenta, dans un exposé hautement intéressant, les lignes et tendances essentielles de cette

évision.

Cette Commission siège depuis pluieurs années et avait prévu de réalier sa tâche en quatre étapes :

1. le droit d'adoption ;

2. le droit de filiation ;

3. le droit de tutelle.

Les nouvelles dispositions conceraut le droit d'adoption on le veri

Les nouvelles dispositions concer-nant le droit d'adoption — on le sait — sont déjà entrées en vigueur. Le Conseil fédéral va se prononcer très prochainement sur le droit de filiation, la Commission ayant déjà déposé son rapport à ce sujet. La Commission travaille en ce mo-ment à l'établissement d'un nouveau droit matrimonial; le rapport sera déposé cette année encore et le Conseil

fédéral le proposera aux Chambres fédérales, vraisemblablement en 1975. Le droit de tutelle, quant à lui, vien dra plus tard.

Le conférencier a montré, par un Le conférencier a montré, par un bref aperçu historique, d'où sort ce droit matrimonial qui nous paraît si dépassé aujourd'hui: au siècle passé, un juriste disaît: «Le mari et la femme ne font qu'un et cet un c'est le mari. » Des idées analogues — le professeur Grossen fait rire son auditoire par une série de citations du même genre — inspiraient les codes civils de l'époque. La femme n'a reçu sa capacité civile, en Suisse, qu'en sa capacité civile, en Suisse, qu'en 1881 ; avant, la travailleuse mariée ne 1881; avant, la travatileuse mariee ne touchait pas son salaire personnellement: le patron ne pouvait avoir d'obligations qu'envers le mari de son ouvrière ou de son employée!

Le Code civil de 1907 parut aux yeux

des contemporains, comme un modèle du genre : il était à la pointe du pro-

Aujourd'hui, les esprits ont évolué et la Commission d'experts rejette unanimement certaines des discrimina-tions existant, dans ce code, à l'endroit des femmes. Aucun membre de la Commission (pour citer un exem-ple) ne s'est prononcé en faveur du maintien comme régime légal de ple) ne s'est prononce en javeur du maintien comme régime légal de l'Union des biens. La notion de « Chef de l'Union conjugale » disparaitra... Trois principes fondamentaux vont donner le ton au rapport de la Com-

il n'appartient pas au législateur de s'immiscer dans tous les détails de la vie familiale et d'imposer un modèle;
 le nouveau Code doit respecter

 le nouveau Code dôit respecter l'art. 4 de la Constitution, et éta-blir l'égalité des conjoints;
 les mesures protectrices de l'union conjugale devront être rendues plus efficaces.
 Un vent de liberté et d'égalité souf-fle donc et si l'on ne peut être ren-seigné sur les modalités des propos-tions qui vont être faites dans le rap-vent l'en vent en recutse être apparent l'en vent entre course être. tions qui vont être faites dans le rap-port, l'on peut, par contre, être ras-suré quant à leur tendance. Les mœurs ont actuellement devancé la loi, de-main, c'est peut-être la loi qui va devancer la mentalité suisse! « Vous aurez donc encore bien du travail » dit le professeur Grossen en conclusion de son brillant exposé.

(Lire à ce sujet l'intéressant article de Mme Anne Zirilli, TLM 5 mai; article plus développé que celui-ci, notre place étant limitée.)

Les déléguées, réunies à nouveau le imanche matin, votèrent la résolution

vertu de la ratification et l'entrée en vigueur des Conventions internationales 100 et 111, l'Association suisse pour les droits de la femme, réunie en assemblée générale à Bâle, es 4 et 5 mai, exige

es 4 et 5 mai, exige:

1. que l'égalité des salaires masculins et féminins pour un travail
de valeur égale soit introduite
dans toutes les administrations
cantonales et communales;

- 2. que soit réalisée, d'Ici à 1980, l'égalité des salaires masculins et féminins pour un travail de valeur égale dans l'industrie, l'agriculture, l'artisanat et les services; 3. que les critères de classification des fonctions soient équitables entre hommes et femmes;
- que soient assurées les mêmes possibilités d'éducation et de formation professionnelles, tant au niveau scolaire qu'au sein des
- niveau scolaire qu'au sein des entreprises; que la position et la promotion dépendent tant pour les hommes que pour les femmes de leurs qualifications et de leur travail.

qualifications et de leur tavaii.
Par ailleurs, l'assemblée des délèguées a adopté le principe de l'étude
par sa commission juridique (renforcée d'experts qualifiés) de la création
d'un Bureau national de la femme,
selon les recommandations de l'Organisation Internationale du Travail.

Le comité central est, en outre, chargé de prévoir un office média-teur auquel pourraient s'adresser toutes les femmes.

Les promotrices de ces deux idées (Bureau national et Office médiateur) estiment qu'il faut agir de tous les côtés à la fois pour obtenir enfin certains progrès.

Le BUREAU NATIONAL DE LA FEMME est un office qui existe dans une cinquantaine de pays (cf. liste fournie par l'OIT); il revêt des formes et est nanti de fonctions différentes selon les pays; il est quelque-fois rattaché au ministère du travail; ses membres dans certains paus. sont ses membres, dans certains pays, sont

(Suite en page 6)